

Sarkozy est en campagne : la preuve par l'agenda



| 01.10.11 | 11h53



Nicolas Sarkozy n'est pas en campagne électorale et fait savoir qu'il ne déclarera pas sa candidature avant février. En attendant, il gère la crise et refuse d'accélérer son calendrier. *"Le président pense que tout se jouera sur la crise, et il aimerait que sa majorité ne perde pas son sang-froid"*, assure un ministre.

Nicolas Sarkozy n'est pas en campagne, mais un coup d'œil à son agenda permet de prouver le contraire. Cette semaine, dans la foulée de la perte du Sénat et du retour des affaires, le candidat de l'UMP a méthodiquement ciblé l'électorat et les thèmes qui lui permettront, espère-t-il encore, d'être réélu.

ARTISTES ET INTELLECTUELS

Il y a d'abord les cibles glamour. Les milieux artistico-intellectuels ont été soignés, alors que M. Sarkozy essaie depuis des mois de renouer le fil avec eux, parfois sous l'égide de l'ancien maire de Grenoble Alain Carignon.

Lundi 26 septembre, le président avait convié à déjeuner des cinéastes, tandis qu'il remettait une brochette de Légions d'honneur à l'Elysée, mercredi, pendant le deuxième débat de la primaire socialiste. On comptait le cinéaste Claude Lanzmann, le chanteur Gilbert Montagné, l'homme de télévision Pierre Tchernia ou l'intellectuelle Julia Kristeva et... Liliane Bettencourt, l'héritière de L'Oréal, bien encombrante, conviée par un des récipiendaires, la romancière Madeleine Chapsal.

Le président surveille aussi de près les *"communautés"*. La semaine était celle de l'Arménie. Le chef de l'Etat a reçu le président arménien, Serge Sarkissian, et s'est rendu avec lui à un concert donné par Charles Aznavour. Dans quelques jours, Nicolas Sarkozy accomplira en retour une visite d'Etat à Erevan. Outre Charles Aznavour, il a convié, campagne oblige, Patrick Devedjian, le président UMP du conseil général des Hauts-de-Seine, qui ne l'a pourtant pas ménagé.

La visite dans le Caucase permet, selon un conseiller de l'Elysée, de faire un geste symbolique fort envers la communauté arménienne, sans faire adopter la loi, bloquée au Sénat, pénalisant la négation du génocide arménien. *"On ne va pas déclarer la guerre à la Turquie"*, confie ce conseiller.

Gérer les *"communautés"* exige de subtils équilibres. Le président, qui avait séduit une partie non négligeable de la communauté juive en 2007, a défendu en conseil des ministres son initiative de paix au Proche-Orient, en dépit des

inquiétudes relayées par certains de ses ministres.

PERSONNES ÂGÉES ET FAMILLES NOMBREUSES

Surtout, comme toutes les semaines, après s'être entretenu avec ses conseillers politiques et sondeurs – Patrick Buisson et Pierre Giacometti – M. Sarkozy a labouré systématiquement le socle de l'électorat de droite, à commencer par les personnes âgées et les familles nombreuses. Le chef de l'Etat, qui a renoncé à lancer un projet coûteux sur la dépendance, a fait le point sur le plan Alzheimer.

Dans la foulée, il a remis une vingtaine de médailles de la famille. L'ambiance à l'Elysée était chaleureuse, le président souriant, qui a vanté la politique familiale de la France. Pas question de remettre en cause le quotient familial, comme le propose le Parti socialiste, ou de fiscaliser les allocations familiales, comme l'a suggéré maladroitement Bruno Le Maire, rédacteur du programme UMP. L'Elysée ne voulait pas gâcher cette séquence par une question de la presse sur les affaires, et les journalistes ont été priés de quitter les lieux prestement.

Le chef de l'Etat n'oublie jamais les milieux médicaux, qu'il veut ramener au bercail depuis leur défection aux élections régionales de mars 2009. Il a reçu cette semaine les syndicats signataires de la nouvelle convention d'assurance-maladie et a accordé un entretien au *Quotidien du médecin*.

Enfin, il faut rattraper les travailleurs, alors que la hausse du chômage pourrait sceller la défaite de la droite. La semaine a commencé par un discours aux ministres du G20 du travail, réunis à l'Elysée, pour montrer combien action internationale et domestique sont liées. Le lendemain, déplacement "*de terrain*" avec une table ronde, dans l'Oise, et une allocution devant des salariés de la filière des biocarburants.

FONCTIONNAIRES CONTRE PRIVÉ

En cette journée de grève des enseignants, le chef de l'Etat a pris la défense de ceux dont l'emploi n'était pas protégé. Fonctionnaires contre privé, M. Sarkozy a choisi. Le déplacement a permis de s'adresser à un autre électorat décisif identifié après les régionales : les agriculteurs et les ruraux tentés par le vote Front national. Mercredi, le président a reçu les préfets de région pour les mobiliser sur la lutte contre le chômage, alors que les emplois aidés tardent à monter en puissance.

Le tout s'accompagne d'une défense du bilan : toutes les allocutions devant les salariés s'achèvent par un plaidoyer en faveur de la réforme des retraites, tandis que le président a vanté la réforme universitaire à un colloque de l'institut Montaigne. Seule une séquence "*sécurité*" manquait à la "*non-campagne*" de la semaine.

Cet agenda permet au président de faire mine d'ignorer la politique politicienne. Avec François Fillon et Jean-François Copé, il a "*pris acte*" dès lundi de la défaite aux sénatoriales. Le lendemain, au petit déjeuner de la majorité, il a fait savoir que la droite perdrait "*avec dignité*" la présidence de la seconde Assemblée. En plein retour des affaires et face à la remontée de Marine Le Pen dans les sondages, les conseillers du président ne veulent pas que la droite se livre, ostensiblement en tout cas, à des manœuvres "*dignes de la IVe République*". Enfin, en conseil des ministres, M. Sarkozy a rappelé l'essentiel : il ne laissera jamais tomber la Grèce et prendra des initiatives.

TOURNÉE INTERNATIONALE

Il n'en a pas dit plus. Mais, c'est le dernier axe, M. Sarkozy doit être dans l'action permanente, à l'international et en Europe. Deux semaines après sa visite éclair en Libye, il a fait un saut au Maroc, pour y lancer le chantier du TGV et se poser en parrain du printemps arabe, dix mois après ses hésitations sur la Tunisie. Son allocution à Tanger a duré trois minutes, sans un mot à la presse.

Dans les jours à venir, M. Sarkozy retournera en Géorgie pour la première fois depuis l'invasion russe de l'été 2008. A l'époque, M. Sarkozy avait prétendu qu'il avait évité que ce pays fut rayé de la carte et il compte de nouveau s'en prévaloir. La Russie s'imposa à l'époque au Caucase du Sud.

Gestionnaire de crise en Europe, c'est aussi ce dont veut se vanter M. Sarkozy. Mais, de nouveau, 2011 n'est pas 2008, et la semaine finit timidement avec la réception vendredi à l'Elysée du premier ministre grec Georges Papandréou.

Le président français aurait rêvé d'en faire plus, en accueillant Angela Merkel, mais la chancelière allemande n'a pas voulu donner l'impression qu'elle était convoquée à Paris dans la foulée de l'approbation du plan de sauvetage de la Grèce par le Bundestag. M. Sarkozy s'est contenté d'une conversation téléphonique avec Mme Merkel et pourrait lui rendre visite à Berlin dimanche 9 octobre, jour de la primaire socialiste.

M. Sarkozy n'a jamais cessé d'être hyperprésident. Il n'a jamais cessé d'être candidat.

Arnaud Leparmentier

© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Mentions légales | Qui sommes-nous ? | Charte groupe | Index | Aide et contact |

Journal d'information en ligne, Le Monde.fr offre à ses visiteurs un panorama complet de l'**actualité**. Découvrez chaque jour toute l'**info** en direct (de la politique à l'économie en passant par le sport et la météo) sur Le Monde.fr, le site de news leader de la presse française en ligne.
